

Communiqué

# Grève de la Faim des Prisonniers Politiques Mapuche

mercredi 1er septembre 2010, par [Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens](#) (Date de rédaction antérieure : 28 août 2010).

La presse écrite et audiovisuelle chilienne et internationale annonce l'heureuse nouvelle : les 33 mineurs enfouis depuis deux semaines à 700 m de profondeur dans une mine du Nord du Chili sont en vie ! [1] Nous nous en réjouissons. En revanche, les médias chiliens passent sous silence absolu la grève de la faim, menée depuis le 12 juillet par 32 prisonniers politiques mapuches (principal peuple originaire) pour protester contre de graves violations des droits de l'homme commises à leur encontre. Silence complice des médias que l'Ordre des Journalistes chiliens a condamné récemment.

Les grévistes exigent l'abrogation de la loi antiterroriste héritée de Pinochet, la fin des doubles procès par de tribunaux civils et militaires, la suppression de l'utilisation de témoins masqués ne donnant aucune garantie d'impartialité, la démilitarisation du territoire mapuche, et enfin, de mettre terme aux détentions préventives qui les maintiennent en prison pendant des mois, voire parfois des années.

Actuellement 96 Mapuches sont en prison, accusés d'actions « terroristes », alors qu'ils ne font que lutter pour la récupération de leurs territoires ancestraux, le respect de leur culture et la conservation de leur écosystème afin d'éviter le saccage des forêts, la pollution des lacs et des rivières, etc.

Le nouveau gouvernement issu de la droite pinochétiste, aggrave la politique néolibérale héritée de la dictature, héritage que les gouvernements de la Concertation n'ont jamais fondamentalement modifié.

Nous dénonçons cette réalité et appelons l'opinion publique internationale à se mobiliser activement face à la dramatique situation de ces prisonniers politiques mapuche.

**Association d'Ex Prisonniers Politiques Chiliens (France)**

Paris, samedi 28 août 2010

---

## Notes

[1] L'effondrement de la mine San José, scénario du drame, était prévisible. Des accidents graves survenus avaient motivé en 2004 un recours interposé par le syndicat, qui fut rejeté par la cour d'appel.